

TERMES DE REFERENCE

Expert(e) en criminalité environnementale et traite des êtres humains – Equateur

1. Description de la mission

Mission exploratoire en Équateur dans le cadre de la préparation d'une future action de coopération régionale sur la lutte contre l'orpaillage illégal et la traite des êtres humains associée à cette activité. La mission comprendra une visite d'étude et la production d'une **note conceptuelle** visant à orienter le développement d'un projet spécifique sur ces thématiques.

2. Contexte de la mission

L'orpaillage illégal constitue un défi majeur en Équateur, avec des répercussions multiples sur l'environnement, la santé publique, la cohésion sociale, la sécurité et la gouvernance. Cette activité est fréquemment liée à d'autres formes de criminalité organisée, notamment la traite des êtres humains (TEH), la corruption, le trafic d'armes, le blanchiment de capitaux et les atteintes graves à la biodiversité.

Dans le cadre du développement d'un projet de coopération internationale sur la criminalité environnementale, Expertise France envisage de concevoir une action spécifique axée sur la lutte contre l'orpaillage illégal et ses dimensions humaines et écologiques.

Cette mission exploratoire a pour objectif de rencontrer les parties prenantes équatoriennes et régionales, d'analyser les besoins, de recenser les initiatives existantes et d'élaborer une note conceptuelle permettant d'orienter une future intervention intégrée.

Objectifs de la mission

Évaluer la pertinence, les besoins et les modalités d'un appui technique et institutionnel à la lutte contre l'orpaillage illégal, les impacts socio-environnements, et la traite des êtres humains en Équateur, en vue de la formulation d'une action de coopération structurée.

Objectifs spécifiques

- Identifier les acteurs clés impliqués dans la lutte contre l'orpaillage illégal, la TEH et la protection environnementale.
- Analyser les cadres juridique, institutionnel et opérationnel existants.
- Identifier les besoins de renforcement des capacités des autorités et institutions nationales.
- Évaluer les impacts environnementaux, sociaux et sécuritaires de l'exploitation minière illégale.
- Identifier les synergies et complémentarités avec les initiatives régionales et nationales existantes.
- Formuler des recommandations stratégiques pour une éventuelle action de coopération dans le cadre du développement de projet (criminalité environnementale, traite des êtres humains, restauration écologique).

3. Axes thématiques prioritaires à explorer

A. Lutte contre la traite des êtres humains (TEH)

- Appui à la mise à jour du Plan d'action national contre la TEH dans le contexte de l'exploitation minière illégale.
- Soutien à la réforme du cadre normatif relatif à la TEH.
- Renforcement des capacités institutionnelles pour la prévention, l'investigation et la prise en charge des victimes.
- Amélioration de la gouvernance des politiques publiques (actualisation du Plan d'action, renforcement du COPRUNNA, coopération accrue avec la société civile).

B. Restauration écologique et réduction des risques socio-environnementaux

- Réaliser un diagnostic des dommages environnementaux et des risques sanitaires liés à l'exploitation minière illégale, notamment par des analyses des rivières contaminées au mercure.
- Identifier les zones critiques et les populations les plus exposées.
- Proposer des programmes de restauration écologique participatifs, menés en partenariat avec les communautés locales affectées.
- Soutenir la protection des zones protégées et des territoires ancestraux, en respectant les droits territoriaux et l'autodétermination des peuples autochtones.
- Favoriser l'implication du secteur minier formel dans le financement d'initiatives de conservation et de réduction des impacts environnementaux.
- Promouvoir des mécanismes de surveillance communautaire et technologique (télédétection, imagerie satellitaire, outils de signalement) pour le contrôle des activités minières illégales.

4. Livrables attendu

- Rapport de mission (max. 5 pages) incluant un résumé des échanges, constats et informations recueillies.
- Note conceptuelle dans le cadre du développement de projet comprenant :
 - Une analyse du contexte ;
 - Les enjeux et besoins identifiés ;
 - Des pistes d'intervention possibles ;
 - Des recommandations concrètes sur la stratégie, les partenaires clés, les risques, les axes d'action.

5. Profil recherché

- Diplôme de niveau **Master (Bac+5)** en sciences sociales, environnementales, économiques, en développement ou relations internationales.

- **Maîtrise de l'espagnol (niveau C1)** impérative ; la connaissance du français et/ou de l'anglais constitue un atout.
- Minimum **5 ans d'expérience** dans le domaine de la **criminalité environnementale**, de la **lutte contre l'orpaillage illégal** ou des **dynamiques criminelles associées**.
- Expertise avérée dans la coopération internationale et l'appui institutionnel.
- Bonne connaissance du **contexte latino-américain**, idéalement andin.
- Excellentes **capacités d'analyse, de rédaction et de synthèse**.

Une expérience préalable dans la **traite des êtres humains**, la **gouvernance environnementale** ou la **restauration écologique communautaire** sera fortement valorisée.

6. Modalités pratiques

- **Durée de la mission** : 7 jours (5 jours sur le terrain en Équateur + 2 jours de reporting à distance).
- **Période envisagée** : novembre 2025.
- **Type de contrat** : Contrat de prestation de services (CPS).
- **Prise en charge** : frais de déplacement, per diem et hébergement selon les procédures du projet.
- **Briefing / débriefing** : avant et après la mission avec l'équipe projet.